

«PSA EN SEINE-SAINT-DENIS»
Le Département se mobilise
pour l'emploi industriel

DOSSIER DE PRESSE - JEUDI 13 SEPTEMBRE 2012

**Stéphane TROUSSEL**

Président du Conseil général
de la Seine-Saint-Denis

« Le choc terrible que subissent en ce moment les salariés de l'usine PSA d'Aulnay et leurs familles est le symptôme le plus violent de la crise que connaît notre pays. Je tiens à leur réaffirmer notre soutien et à les assurer que nous serons à leurs côtés dans le combat pour l'emploi et pour le maintien de l'industrie.

Je vous propose de faire de la journée du 13 septembre une journée PSA en Seine-Saint-Denis.

Je convierai à cette date tous les conseillers généraux pour une réunion afin de débattre de cette situation dramatique et de déterminer les actions à mener par le Conseil général, en lien avec l'ensemble des collectivités et en particulier la ville d'Aulnay qui organise le soir même du 13 septembre une séance extraordinaire de son conseil municipal.

Je ferai à cette occasion des propositions afin de mobiliser les moyens du département pour agir face à cette situation. Il y a là un sujet qui doit dépasser nos clivages partisans et je souhaite que chacun, chacune – dans la majorité comme dans l'opposition – puisse prendre toute sa place et que nous nous rassemblions largement dans ce combat pour l'emploi et l'avenir industriel de notre territoire. »

Extrait du discours d'investiture
Séance du 5 septembre 2012

DÉROULÉ

10 heures : Réunion des conseillers généraux, prises de paroles des représentants des salariés, en présence des maires, des parlementaires et des conseillers régionaux du Département – salle des séances, Hôtel du département

12h30 : Dévoilement d'une banderole de soutien aux salariés de PSA et de mobilisation en faveur de l'emploi industriel en Seine-Saint-Denis

19 heures : Participation à la séance extraordinaire du Conseil municipal d'Aulnay-sous-Bois

168,5 hectares

44 hectares de bâtiments

28 hectares d'espaces verts

17 km de voies ferrées

21 km de routes intérieures

Depuis l'arrêt des chaînes de Renault Billancourt en 1992, Citroën Aulnay constitue le dernier témoin de la grande industrie en région parisienne, tant par son étendue que par sa concentration ouvrière. Par delà le symbole, l'usine s'inscrit dans une histoire multiple. Dépasant largement les frontières du département, elle illustre les grandes problématiques économiques, industrielles, sociales et urbaines des 40 dernières années, lorsqu'elle n'est pas elle-même à l'origine de ces évolutions.

Son implantation à Aulnay-sous-Bois en 1973 figure en soi comme un événement notoire. En pleine période de décentralisation industrielle. Négociée notamment en contrepartie du départ des ateliers du quai de Javel, la nouvelle usine du groupe est dès l'origine prévue pour être une des plus modernes, si ce n'est la plus moderne d'Europe.

Depuis les premières DS qui sortaient à l'origine des chaînes de production, l'usine s'oriente progressivement vers les petits modèles du groupe : on y fabrique aujourd'hui la C3, modèle le plus vendu du groupe.

L'usine d'Aulnay fut, et reste encore, un lieu important de l'histoire sociale. L'analogie avec la « forteresse ouvrière » Renault est vive pour cet établissement. Déjà en 1982, les mouvements sociaux partis d'Aulnay pour la liberté syndicale et la dignité au travail, connaissent un retentissement national. Puis, ceux de 1984 contre un premier plan de licenciements seront suivis par les autres usines du groupe. Les questions que soulèvent ces luttes sur les discriminations sociales, parfois raciales illustrent parfaitement les problématiques plus larges des mouvements sociaux des années 1981-1984, celles de la reconnaissance des travailleurs immigrés et de l'isolement des banlieues. A l'image de Renault Billancourt, Citroën Aulnay est un baromètre de l'histoire économique et sociale françaises.

Bien que construite à la marge de la ville, l'usine se confond pourtant progressivement avec elle. Son installation s'inscrit ici dans le mouvement d'urbanisation volontariste qui installe en Seine-Saint-Denis des infrastructures, des grands ensembles et des sites de production. La cité de la Rose des Vents, séparée du site par un parc, construite en 1970, accueillera ainsi à ses débuts de nombreux salariés de Citroën.

Autour de l'établissement, c'est tout un écosystème progressivement constitué, des habitants aux sous-traitants, qui est aujourd'hui menacé par la volonté du groupe de fermer l'usine. Les emplois de 3300 personnes, la vie d'autant de familles et de tout un territoire sont aujourd'hui en jeu.

Le site en dates

1973 : Ouverture de l'usine

1976 : Intégration de l'usine au groupe Peugeot

1982 : Mouvement de grève à retentissement national pour la liberté syndicale et la dignité du travail

1984 : Grève contre un plan de 800 licenciements

2003 : Sortie des chaînes de montage de la 6 millionième voiture

2004 : Record de production – l'usine compte 5000 salariés

Juin 2011 : Révélation par les syndicats d'une note interne envisageant la fermeture du site

12 juillet 2012 : Annonce par la direction du groupe d'un projet d'arrêt de production de la C3 en 2014

UN SITE INDUSTRIEL EXCEPTIONNEL

3 SUR UN TERRITOIRE DYNAMIQUE

L'usine PSA constitue un site industriel stratégique à la croisée d'infrastructures de transport de premier plan (RER B, futur métro du Grand Paris, autoroutes A1, A3, A104, aéroports de Roissy et du Bourget) et à proximité de pôles de développement économique d'envergure métropolitaine.



La fermeture du site PSA aurait un impact sur toute la filière automobile du Département.

En effet, la Seine-Saint-Denis compte 578 établissements (8,5% de l'industrie du Département) liés au secteur automobile.

Parmi eux, 59 établissements principaux emploient plus de 9000 salariés. Ces emplois sont à 90% issus d'entreprises à caractère industriel et relèvent de 4 secteurs d'activité principaux (l'assemblage automobile, l'équipement des véhicules, les flux, le travail du métal et la mécanique).

Structuration de la filière :

- un constructeur : PSA avec les sites d'Aulnay et de Saint-Ouen (4200 salariés - 47% de la filière)
- 10 équipementiers (rang 1) : 2508 salariés soit 28% de la filière automobile du département)
- 46 fournisseurs (rang 2) : 1650 salariés soit 19% de la filière automobile du département. 21 fournisseurs sont concentrés sur 4 communes (Saint-Ouen, Saint-Denis, Aulnay-sous-Bois, Tremblay-en-France)

| | Effectifs |
|---------------------------|-------------|
| Constructeurs | 4265 |
| Métal et mécanique | 1026 |
| Équipements | 2508 |
| Flux | 670 |
| BET | 209 |
| Plasturgie | 122 |
| Peinture | 24 |
| Électronique | 195 |
| Recyclage | 7 |
| Autres | 69 |
| TOTAL | 9086 |

chiffre recensement 2011